

Bruxelles, 17 mai 2018, (07.00 a.m. CEST)

KBC Groupe : Un bénéfice de 556 millions d'euros pour le premier trimestre

Aperçu Groupe KBC (consolidé, IFRS)	1TR2018 (IFRS9)	4TR2017 (IAS39)	1TR2017 (IAS39)
Résultat net (en millions EUR)	556	399	630
Bénéfice de base par action (EUR)	1.30	0.92	1.47
Ventilation du résultat net, par division (en millions EUR)			
Belgique	243	336	301
République tchèque	171	167	181
Marchés internationaux	137	74	114
Centre de groupe	5	-179	33
Capitaux propres des actionnaires de la société mère par action (en EUR, fin de période)	40.9	41.6	39.4

Nous avons enregistré un bénéfice net de pas moins de 556 millions d'euros sur les trois premiers mois de 2018. Un très bon résultat, en dépit du fait que nous avons comptabilisé la majorité des taxes bancaires pour l'ensemble de l'année au premier trimestre (371 millions d'euros pour le 1TR2018). Tirés par la performance commerciale de nos activités de base, nos revenus totaux ont augmenté en rythme trimestriel, tandis que les coûts (hors taxes bancaires) ont baissé (le dernier trimestre de l'année étant généralement marqué par des coûts élevés sous l'effet de facteurs saisonniers). Nos activités vie et non-vie ont progressé de manière significative en glissement annuel. Et enfin, nous avons à nouveau pu procéder à une reprise aux provisions pour pertes de crédit, principalement sur notre portefeuille de prêts hypothécaires irlandais.

Au cours de la période sous revue, nous avons finalisé l'acquisition de la participation restante de 40% dans la joint-venture d'assurance vie de notre filiale UBB avec MetLife en Bulgarie. Nous confortons ainsi notre position d'acteur de marché local bien établi, capable d'offrir une gamme complète de produits de bancassurance à nos clients bulgares dans un environnement omnicanal. Nul doute que cela permettra de faire d'UBB et de DZI un groupe de bancassurance de référence en Bulgarie, ce qui profitera à la fois aux clients, aux employés et aux autres parties prenantes.

Soucieux d'améliorer encore davantage l'expérience client, nous avons poursuivi le développement de solutions innovantes orientées clients destinées à faciliter la vie à nos clients. Pour ne citer qu'un exemple, nous sommes la première banque en Belgique à avoir intégré des possibilités de multibanking dans notre app KBC Mobile, en saisissant les opportunités offertes sur ce plan par PSD2. Quelques semaines après le lancement de ces nouvelles possibilités, nous nous réjouissons des réactions enthousiastes de nos clients.

Nous nous efforçons aussi de contribuer positivement à la société par le biais de nos activités de financement. Ainsi, nous nous sommes fixées pour objectif d'accroître la part de notre portefeuille de financements aux énergies renouvelables à plus de 50% du volume total de nos financements énergétiques d'ici 2030 (cette part est actuellement de 41%). En outre, au début de cette année, nous avons pris la décision d'actualiser diverses politiques de KBC en matière de développement durable. Nous les déploierons en juin. Finalement, dans le cadre de notre nouvelle politique d'octroi de crédits au secteur de l'énergie, nous avons annoncé notre intention de nous désengager du secteur du charbon et de réduire à zéro notre exposition actuelle à la production d'électricité à base de charbon d'ici 2023 au plus tard.

Enfin, l'environnement économique est resté très porteur en Europe, conjuguant croissance robuste et inflation faible. Cela dit, l'accélération de la croissance pourrait s'essouffler dès lors que les indicateurs de confiance ont dévié de leurs sommets récents. La poursuite de la démondialisation économique, conjuguée à l'escalade des conflits commerciaux et des tensions géopolitiques, constitue le principal risque pesant sur la croissance européenne. Nous sommes cela dit convaincus d'être solidement positionnés pour faire face à cette perspective, grâce aux efforts continus que nous avons déployés ces dernières années pour placer le client au centre de nos préoccupations et afficher une solvabilité et une liquidité exemplaires. Pour terminer, je souhaiterais profiter de l'occasion pour remercier à nouveau l'ensemble des partenaires qui nous ont fait confiance et leur assurer que nous continuerons de mettre tout en œuvre pour atteindre notre objectif ultime, à savoir nous imposer en tant que bancassureur de référence sur l'ensemble de nos marchés stratégiques.



Johan Thijs - Chief Executive Officer

Remarque importante. À compter de ce trimestre, nous appliquons la norme IFRS 9, qui implique des changements significatifs au niveau de la classification des actifs et passifs financiers et de la méthodologie de réduction de valeur. Par conséquent, une partie des chiffres du compte de résultat et du bilan ne sont pas entièrement comparables aux chiffres de référence de 2017 (toujours basés sur la norme IAS39, KBC exploitant l'allègement transitoire à des fins de comparaison). Dans un souci de transparence et conformément à IFRS9, nous avons en outre déplacé les intérêts courus sur dérivés de change dans le portefeuille bancaire des « revenus à la juste valeur » aux « revenus nets d'intérêts », et déplacé les revenus issus du réseau (revenus découlant des marges générées sur les transactions de change effectuées par le réseau pour les clients) des « revenus à la juste valeur et liés au trading » aux « revenus nets de commissions ». Vous trouverez un bref aperçu de ces changements en annexe, ainsi qu'une description plus détaillée à la note 1.1 des « Consolidated financial statements » et dans la Company Presentation disponible sur www.kbc.com. En outre, dans le cadre d'IFRS 9, nous avons adapté la définition de notre portefeuille de crédits de "outstanding" à "gross carrying amount" (c'est-à-dire y compris les intérêts réservés et courus) et légèrement modifié le champ d'action. Afin de permettre des comparaisons pertinentes, nous avons parfois utilisé dans l'analyse suivante des chiffres de 2017 recalculés sur une base pro forma (non audités), que vous pouvez identifier grâce à la mention « sur une base comparable ».

Principales données financières du premier trimestre 2018

- ▶ Nos franchises de bancassurance ont réalisé une belle performance sur nos marchés clés et dans nos activités stratégiques.
- ▶ Les crédits à la clientèle ont progressé de 1% en glissement trimestriel et de 5% en rythme annuel, toutes les divisions signant une hausse en rythme annuel. Les dépôts (hors certificats de dette) ont progressé de 2% en glissement trimestriel et de 7% en rythme annuel, toutes les divisions signant ici aussi une hausse en rythme annuel.
- ▶ Sur une base comparable, les revenus nets d'intérêts sont restés globalement stables (-1%) en glissement trimestriel et ont augmenté de 4% en rythme annuel, grâce notamment à la baisse des coûts de financement, à la hausse du taux repo en République tchèque, à la croissance des volumes de crédits et à l'impact positif de la consolidation d'UBB/Interlease.
- ▶ Les revenus techniques issus de nos activités d'assurance non-vie ont augmenté de 7% en comparaison trimestrielle mais ont reculé de 16% en rythme annuel (en raison de différents facteurs, comme les tempêtes qui ont frappé la Belgique en janvier). Le ratio combiné pour le premier trimestre 2018 s'établit à 90%, contre 88% pour l'exercice complet 2017. Les ventes de nos produits d'assurance vie ont reculé de 15% par rapport au niveau élevé enregistré au trimestre précédent sous l'effet de facteurs saisonniers, mais ont grimpé de 5% par rapport au premier trimestre 2017.
- ▶ Nos revenus nets de commissions sont restés solides. Sur une base comparable, ils ont diminué légèrement de 1% par rapport au trimestre précédent et de 3% par rapport au même trimestre un an plus tôt.
- ▶ Toujours sur une base comparable, tous les autres éléments de revenus combinés ont augmenté de 60% par rapport au trimestre précédent, au cours duquel avait été constituée une provision supplémentaire de 61,5 millions d'euros liée à un examen, à l'échelle du secteur, des produits hypothécaires de type « tracker rate » octroyés en Irlande avant 2009. Tous les autres éléments de revenus combinés ont chuté de 20% en glissement annuel, sous l'effet essentiellement d'une baisse des revenus à la juste valeur et liés au trading.
- ▶ La comparaison des coûts est déformée dans la mesure où l'essentiel des taxes bancaires spécifiques pour l'exercice complet 2018 sont comptabilisées au premier trimestre. Hors taxes bancaires, les coûts ont reculé de 6% en rythme trimestriel et ont augmenté de 6% en glissement annuel, en partie du fait de l'intégration d'UBB/Interlease dans les chiffres. Si l'on répartit les taxes bancaires de façon homogène sur l'année, le ratio charges/produits ressort à 55% pour le trimestre sous revue, un niveau en ligne avec celui enregistré pour l'exercice complet 2017.
- ▶ Le résultat trimestriel a bénéficié d'une libération de provisions pour pertes de crédit de 63 millions d'euros, grâce essentiellement à l'Irlande. Le coût annualisé du crédit est par conséquent ressorti à un très favorable -0,15% (un chiffre négatif indique un impact positif sur les résultats), contre -0,06% pour l'exercice complet 2017.
- ▶ Notre position de trésorerie est restée robuste, tout comme notre base de capital, avec un ratio common equity de 15,9% (à pleine charge, selon le compromis danois).

Les piliers de notre stratégie

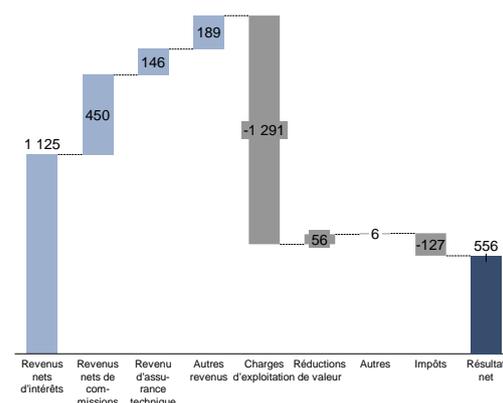


Notre stratégie repose sur quatre grands principes :

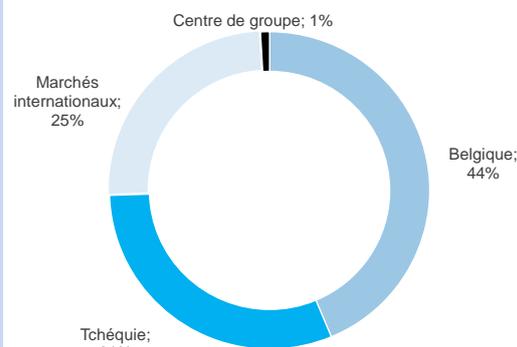
- Nous plaçons le client au centre de nos préoccupations.
- Nous cherchons à proposer à nos clients une expérience unique dans le domaine de la bancassurance.
- Nous développons notre groupe dans une optique de long terme et avons pour objectif de générer une croissance durable et rentable.
- Nous assumons nos responsabilités à l'égard de la société et des économies locales.

Formation du résultat 1TR2018

(en millions d'EUR)



Contribution des divisions au résultat du groupe (1TR2018)





Aperçu des résultats et du bilan

Compte de résultat consolidé selon IFRS, Groupe KBC (en millions EUR)	1TR2018 (IFRS9)	4TR2017 (IAS39)	3TR2017 (IAS39)	2TR2017 (IAS39)	1TR2017 (IAS39)
Revenus nets d'intérêts	1 125	1 029	1 039	1 028	1 025
Assurance non-vie (avant réassurance)	162	152	188	179	187
Primes acquises	378	384	378	369	360
Charges techniques	-216	-232	-190	-190	-173
Assurance vie (avant réassurance)	-7	-3	-3	-24	-28
Primes acquises	336	410	282	267	312
Charges techniques	-343	-414	-284	-291	-341
Résultat de la réassurance cédée	-9	-10	16	-10	-4
Revenus de dividendes	21	8	11	30	15
Résultat net des instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat ¹	96	235	182	249	191
Résultat net réalisé sur actifs disponibles à la vente	-	51	51	52	45
Résultat net réalisé sur titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	1	-	-	-	-
Revenus nets de commissions	450	430	408	430	439
Autres revenus nets	71	-14	4	47	77
Total des revenus	1 912	1 878	1 896	1 980	1 946
Charges d'exploitation	-1 291	-1 021	-914	-910	-1 229
Réductions de valeur	56	-2	-31	71	-8
Dont : sur prêts et créances	-	30	-15	78	-6
Dont : sur actifs financiers évalués au coût amorti	63	-	-	-	-
Quote-part dans le résultat des entreprises associées et joint-ventures	6	-5	8	3	5
Résultat avant impôts	683	850	959	1 144	715
Impôts	-127	-451	-268	-288	-85
Résultat après impôts	556	398	691	855	630
attribuable à des participations minoritaires	0	0	0	0	0
attribuable aux actionnaires de la société mère	556	399	691	855	630
Bénéfice de base par action (EUR)	1.30	0.92	1.62	2.01	1.47
Bénéfice dilué par action (EUR)	1.30	0.92	1.62	2.01	1.47
Chiffres clés du bilan consolidé Groupe KBC (en millions EUR)	31/03/2018 (IFRS9)	31/12/2017 (IAS39)	30/09/2017 (IAS39)	30/06/2017 (IAS39)	31/03/2017 (IAS39)
Total des actifs	304 022	292 342	296 885	296 479	287 293
Prêts et avances à la clientèle, hors prises en pension	142 512	140 999	139 538	138 522	134 047
Titres (actions et titres de créance)	66 050	67 743	69 273	70 898	72 329
Dépôts de la clientèle et certificats de dette, hors mises en pension	188 034	193 708	188 962	188 708	181 107
Provisions techniques avant réassurance	18 754	18 641	18 696	18 905	19 234
Dettes de contrats d'investissement, assurance	13 338	13 552	13 294	13 339	13 128
Capitaux propres des actionnaires de la société mère	17 119	17 403	17 003	16 665	16 506
Ratios sélectionnés Groupe KBC (consolidé)	1TR2018	Exercice complet 2017			
Rendement sur capitaux propres	14%	17%			
Ratio charges/produits, activités bancaires (après exclusion de divers éléments hors exploitation et répartition homogène des taxes bancaires)	70% (55%)	54% (55%)			
Ratio combiné, assurance non-vie	90%	88%			
Ratio common equity selon Bâle III (compromis danois, à pleine charge)	15.9%	16.3%			
Ratio common equity selon la méthode FICOD (à pleine charge)	14.9%	15.1%			
Ratio de levier financier (« leverage ratio », Bâle III, à pleine charge)	5.7%	6.1%			
Ratio de coût du crédit ²	-0.15%	-0.06%			
Ratio de crédits impaired	5.9%	6.0%			
pour les crédits présentant un arriéré de plus de 90 jours	3.5%	3.4%			
Ratio structurel de liquidité à long terme (NSFR)	137%	134%			
Ratio de couverture des liquidités (LCR)	139%	139%			

¹ Ou « revenus à la juste valeur et liés au trading »

² Un chiffre négatif indique une libération nette de réductions de valeur sur crédits (impact positif sur les résultats).

Pour les données complètes du compte de résultat et du bilan consolidés selon les normes IFRS, nous vous renvoyons au chapitre « Consolidated financial statements » du rapport trimestriel, qui reprend également un résumé du résultat global, des variations des capitaux propres des actionnaires, ainsi que plusieurs annexes relatives aux comptes. En ce qui concerne (les modifications apportées à) la définition des ratios, veuillez vous reporter à la section « Details of ratios and terms » du rapport trimestriel.

* Ce communiqué contient des informations soumises à la réglementation sur la transparence des entreprises cotées en Bourse.



Analyse du trimestre (1TR2018)

Total des revenus

1 912 millions d'euros

Les revenus totaux ont légèrement augmenté par rapport au trimestre précédent. Sur une base comparable, l'amélioration des revenus techniques issus des activités d'assurance, les autres revenus nets et les revenus de dividendes ont largement compensé le repli des revenus à la juste valeur et liés au trading ainsi que la légère baisse des revenus nets d'intérêts et des revenus nets de commissions.

Les revenus nets d'intérêts se sont inscrits à 1 125 millions d'euros au cours du trimestre sous revue, ce qui équivaut, sur une base comparable, à une évolution globalement stable en comparaison trimestrielle (-1%) et à une hausse de 4% en glissement annuel. De manière générale, la pression exercée sur les marges sur emprunts commerciaux dans la plupart de nos pays stratégiques, l'impact négatif de la faiblesse des revenus de réinvestissement, le nombre de jours réduit au premier trimestre et l'atténuation de l'impact positif des swaps de change ALM sur une base nette (en glissement trimestriel) ont été contrebalancés par la croissance des volumes de crédits, la baisse des coûts de financement partiellement imputable au remboursement anticipé des contingent capital notes (« CoCo ») en janvier, la hausse du taux repo en République tchèque, les fluctuations de change (CZK) et la consolidation d'UBB/Interlease (en glissement annuel). Comme déjà mentionné, la croissance des volumes de crédits a continué de soutenir les revenus d'intérêts : le volume total des crédits à la clientèle a augmenté de 1% en glissement trimestriel et de 5% en rythme annuel, avec dans ce dernier cas une croissance dans l'ensemble des divisions. Les dépôts de la clientèle (certificats de dette inclus) ont reculé de 3% en glissement trimestriel et ont augmenté de 3% en rythme annuel. Exception faite des certificats de dette (en baisse du fait du recul des certificats de dépôt, du remboursement des CoCo, etc.), les dépôts se sont inscrits en hausse de 2% en glissement trimestriel et de 7% en rythme annuel, avec une croissance dans l'ensemble des divisions. Notre marge nette d'intérêts est ressortie à 2,01% pour le trimestre sous revue, soit une hausse de 4 et 8 points de base respectivement par rapport au trimestre précédent et au même trimestre un an plus tôt, sur une base comparable.

Les revenus techniques issus de nos activités d'assurance (primes acquises moins charges techniques, plus résultat de la réassurance cédée) se sont montés à 146 millions d'euros au cours du trimestre sous revue. Nos activités d'assurance non-vie ont contribué à hauteur de 153 millions d'euros aux revenus techniques issus des activités d'assurance, ce qui correspond à une augmentation de 7% par rapport au trimestre précédent et à une baisse de 16% en glissement annuel. Si l'augmentation en comparaison trimestrielle s'explique en grande partie par la baisse de 7% des charges techniques (l'impact négatif des tempêtes qui ont frappé la Belgique en janvier a été largement compensé par la diminution des autres déclarations de sinistre), la baisse en glissement annuel est quant à elle imputable à la diminution du résultat de la réassurance cédée et à la hausse des charges techniques (+25% sous l'effet des tempêtes de janvier, entre autres), qui a compensé la hausse de 5% des primes acquises. Le ratio combiné pour le premier trimestre 2018 s'établit donc à 90%, contre 88% pour l'exercice complet 2017 (qui avait bénéficié de libérations de réserves).

Nos activités d'assurance vie ont contribué à hauteur de -7 millions d'euros aux revenus techniques issus des activités d'assurance, contre -4 millions d'euros au trimestre précédent et -28 millions d'euros au même trimestre un an plus tôt. Les ventes des produits d'assurance vie (498 millions d'euros) ont baissé de 15% par rapport au niveau élevé enregistré au trimestre précédent sous l'effet de facteurs saisonniers (repli au niveau des ventes de produits à taux d'intérêt garanti et de produits de la branche 23), mais ont augmenté de 5% par rapport au même trimestre un an plus tôt (hausse des ventes de produits à taux d'intérêt garanti et de produits de la branche 23). La part des produits à taux d'intérêt garanti dans le total des ventes de produits d'assurance vie est globalement ressortie à 56% au premier trimestre 2018, les produits de la branche 23 représentant les 44% restants.

À 450 millions d'euros, les revenus nets de commissions n'ont pas fléchi. Sur une base comparable, ils n'ont reculé que de 1% par rapport au trimestre précédent, sous l'effet de la légère baisse des commissions de gestion liées à nos activités de gestion d'actifs (due en partie à la baisse des avoirs en gestion, voir ci-après) et de la diminution des commissions liés aux opérations de crédit, aux titres et aux paiements, qui ont toutefois été quelque peu compensées par le repli des commissions liées aux ventes de produits d'assurance et par la hausse des frais d'entrée liés à la gestion d'actifs. Toujours sur une base comparable, les revenus nets de commissions se sont repliés de 3% sur un an (du fait de la baisse des frais d'entrée liés à la gestion d'actifs et des commissions liés aux opérations de crédit et aux titres, qui a été partiellement compensée par l'intégration d'UBB/Interlease dans les chiffres et l'augmentation des commissions liés aux paiements). Fin mars 2018, les avoirs en gestion totaux s'élevaient à 213 milliards d'euros, un chiffre plus ou moins stable en glissement annuel mais en retrait de 1,5% en glissement trimestriel, par suite de l'évolution défavorable des prix.

Le reste des autres éléments de revenu a totalisé 189 millions d'euros, contre 118 millions d'euros au trimestre précédent et 236 millions d'euros au même trimestre un an plus tôt (sur une base comparable). Les chiffres pour le premier trimestre 2018 incluent des revenus de dividendes à hauteur de 21 millions d'euros et un résultat net réalisé sur titres de créance à la juste valeur de 1 million d'euros. Ils comprennent en outre 71 millions d'euros d'autres revenus nets, soit 85 millions d'euros de plus qu'au trimestre précédent, dont les chiffres avaient été affectés par la constitution d'une provision supplémentaire de 61,5 millions liée à un examen, à l'échelle du secteur, des produits hypothécaires de type « tracker rate » octroyés en Irlande avant 2009. Les autres revenus nets pour le premier trimestre 2018 ont en outre bénéficié d'éléments exceptionnels positifs liés au règlement d'un ancien dossier juridique et à la vente d'un immeuble. Le reste des autres éléments de revenu inclut également un résultat net de 96 millions d'euros pour les instruments financiers à la juste valeur (revenus à la juste valeur et liés au trading). Sur une base comparable, on note ici un repli de 19% par rapport au trimestre précédent et de 26% par rapport au même trimestre un an plus tôt, imputable dans les deux cas à la baisse du résultat de la salle des marchés et à l'impact global négatif des différents ajustements de valeur (marché, crédit et financement).

Charges d'exploitation

1 291 millions d'euros

Les charges se ressentent du fait que nous procédons généralement à la comptabilisation anticipée de l'essentiel des taxes bancaires pour l'ensemble de l'année au premier trimestre. Exception faite des taxes bancaires, nos charges ont baissé de 6% par rapport au niveau élevé enregistré au trimestre précédent sous l'effet de facteurs saisonniers.

Les charges d'exploitation se sont inscrites à 1 291 millions d'euros au premier trimestre 2018. La comparaison en glissement trimestriel est déformée dès lors que nous procédons généralement, au premier trimestre, à la comptabilisation anticipée de l'essentiel des taxes bancaires pour l'exercice complet (371 millions d'euros au 1TR2018, 41 millions d'euros au 4TR2017, 361 millions d'euros au 1TR2017). Hors taxes bancaires et malgré un élément extraordinaire négatif de 12 millions d'euros au cours du trimestre sous revue, les coûts ont reculé de 6% en comparaison trimestrielle, dès lors que les chiffres du trimestre précédent incluaient la hausse des dépenses généralement observée à cette période sous l'effet de facteurs saisonniers, notamment au niveau des dépenses de marketing (campagnes de fin d'année) et des frais professionnels. Les coûts hors taxes bancaires ont grimpé de 6% en rythme annuel, principalement du fait de l'intégration d'UBB/Interlease dans les chiffres et, dans une moindre mesure, de la hausse des frais ICT, de la légère augmentation des coûts de personnel (en République tchèque et en Irlande pour l'essentiel), de l'accroissement des frais d'amortissement, des fluctuations de change (CZK) et d'un élément extraordinaire négatif, entre autres.

Le ratio charges/produits de nos activités bancaires s'établit ainsi à 70% pour le trimestre sous revue. Si l'on répartit les taxes bancaires de façon homogène sur l'ensemble de l'année, et abstraction faite de divers éléments hors exploitation, le ratio charges/produits ressort à 55%, un niveau en ligne avec celui enregistré pour l'exercice complet 2017.

Réductions de valeur sur crédits

Libération nette de 63 millions d'euros

Nouvelle libération nette de réductions de valeur sur crédits, essentiellement grâce à l'Irlande. Ratio de coût du crédit très favorable, à -0,15%.

Nous avons enregistré 63 millions d'euros de libération nette de réductions de valeur sur crédits au cours du premier trimestre 2018. À titre de comparaison, nous avons libéré 30 millions d'euros de réductions de valeur nettes au trimestre précédent et constitué 6 millions d'euros de réductions de valeur nettes au premier trimestre 2017. La libération nette de réductions de valeur sur crédits enregistrée durant le trimestre sous revue est essentiellement imputable à une libération de 43 millions d'euros en Irlande découlant avant tout de la hausse des prix du logement et, dans une moindre mesure, d'une meilleure performance de portefeuille. S'agissant des autres pays stratégiques, nous avons enregistré une modeste libération de réductions de valeur sur crédits (Bulgarie, Hongrie, Slovaquie, Centre de groupe) ou un très faible niveau de frais liés aux réductions de valeur sur crédits (Belgique, République tchèque). Par conséquent, le ratio de coût du crédit s'établit à un niveau très favorable de -0,15% pour le trimestre sous revue pour l'ensemble du groupe (un chiffre négatif indique une récupération nette, et donc un impact positif sur les résultats), contre -0,06% pour l'exercice complet 2017.

Le ratio de crédits impaired s'est encore améliorée. À fin mars 2018, notre portefeuille de crédits comportait quelque 5,9% de crédits impaired contre 6,0% à fin 2017. Quelque 3,5% du portefeuille de crédits concernait des crédits impaired non acquittés depuis plus de 90 jours.

Impôts sur les revenus

127 millions d'euros

Les impôts sur les revenus ont diminué, étant donné que le trimestre précédent avait été impacté par la comptabilisation anticipée de l'impact du nouveau régime d'imposition des entreprises en Belgique.

Les impôts sur les revenus ont représenté 127 millions d'euros, contre 451 millions d'euros au quatrième trimestre 2017 et 85 millions d'euros au premier trimestre 2017. La forte baisse en comparaison trimestrielle s'explique pour l'essentiel par le fait que les chiffres du quatrième trimestre 2017 avaient été gonflés par la comptabilisation anticipée de -211 millions d'euros découlant d'une réforme du régime fiscal belge sur les sociétés à compter de 2018 (avec notamment un impact sur le montant des latences fiscales). La hausse en rythme annuel est quant à elle partiellement imputable au fait que les chiffres du premier trimestre 2017 avaient bénéficié d'une latence fiscale exceptionnelle de 66 millions d'euros liée à la liquidation d'une société du groupe.



Communiqué de presse

Hors séance boursière – Information réglementée*

Résultat net par division	Belgique	République tchèque	Marchés internationaux	Centre de groupe
	243 millions d'euros	171 millions d'euros	137 millions d'euros	5 millions d'euros

Belgique : à première vue, le résultat net a régressé de 28% en comparaison trimestrielle, mais ce chiffre est déformé par la comptabilisation anticipée de l'essentiel des taxes bancaires pour l'exercice complet au premier trimestre 2018 ainsi que par l'impact anticipé du nouveau régime d'imposition des entreprises en Belgique au dernier trimestre 2017. Si l'on exclut ces deux éléments, le résultat net a progressé de 3% en comparaison trimestrielle, et se caractérise (sur une base comparable) par une baisse des revenus nets d'intérêts, des revenus nets de commissions quasiment stables, une hausse des revenus techniques issus de l'assurance (malgré l'impact des tempêtes du mois de janvier), une diminution des revenus à la juste valeur et liés au trading, une augmentation des revenus de dividendes et une hausse des autres revenus nets (grâce à un élément exceptionnel lié au règlement d'un ancien dossier juridique). Les coûts (hors taxes bancaires) ont reculé, en partie sous l'effet de facteurs saisonniers, et le niveau des réductions de valeur sur crédits est resté très bas.

République tchèque : le résultat net a progressé de 2% par rapport à son niveau du trimestre précédent. Si l'on exclut les taxes bancaires, il s'adjuge même 16%, grâce essentiellement (sur une base comparable) à l'augmentation des revenus nets d'intérêts, à la baisse des revenus à la juste valeur et liés au trading (qui demeurent cela dit solides) et à la hausse des revenus nets de commissions. Le niveau des réductions de valeur sur crédits est resté très bas et les coûts (hors taxes bancaires) ont reculé, en partie sous l'effet de facteurs saisonniers.

Marchés internationaux : le résultat net de 137 millions d'euros se répartit comme suit : 23 millions d'euros pour la Slovaquie, 34 millions d'euros pour la Hongrie, 21 millions d'euros pour la Bulgarie et 57 millions d'euros pour l'Irlande. Le résultat net s'inscrit en hausse de 85% en glissement trimestriel pour la division dans son ensemble. Cette amélioration est en grande partie imputable à l'Irlande, qui avait eu un impact négatif sur les chiffres du trimestre précédent en raison de la constitution d'une provision supplémentaire de 61,5 millions d'euros liée à un examen, à l'échelle du secteur, des produits hypothécaires de type « tracker rate » octroyés avant 2009. Tout comme au trimestre précédent, le résultat généré par l'Irlande est resté soutenu par d'importantes libérations de réductions de valeur sur crédits (43 millions d'euros, contre 52 millions d'euros au trimestre précédent).

Centre de groupe : le résultat net a augmenté de 184 millions d'euros par rapport au niveau du trimestre précédent, qui avait pâti de l'impact anticipé de la réforme du régime d'imposition des entreprises en Belgique. Le trimestre sous revue s'est en outre caractérisé, sur une base comparable, par une baisse des revenus totaux et des dépenses, ainsi que par une libération nette de réductions de valeur sur crédits (17 millions d'euros, contre une constitution de 4 millions d'euros de provisions nettes au trimestre précédent).

Ratios par division sélectionnés	Belgique		République tchèque		Marchés internationaux	
	1TR2018	Exercice complet 2017	1TR2018	Exercice complet 2017	1TR2018	Exercice complet 2017
Ratio charges/produits, activités bancaires après exclusion de divers éléments hors exploitation et répartition homogène sur l'année des taxes bancaires	56%	53%	42%	43%	64%	72%
Ratio combiné, assurance non-vie	93%	86%	93%	97%	86%	93%
Ratio de coût du crédit ¹	0.05%	0.09%	0.01%	0.02%	-0.86%	-0.74%
Ratio de crédits impaired ²	2.6%	2.8%	2.4%	2.4%	20.4%	19.7%

¹ Un chiffre négatif indique une libération nette de réductions de valeur sur crédits (impact positif sur les résultats). Veuillez vous reporter à la section « Details of ratios and terms » du rapport trimestriel.

² Légère modification apportée à la définition du portefeuille de crédits à compter de 2018. Voir la section « Credit Risk » du rapport trimestriel.

Un tableau reprenant les résultats complets est fourni à la section « Additional Information » du rapport trimestriel. Une courte analyse des résultats par division est fournie dans la présentation destinée aux analystes (disponible sur www.kbc.com).

Capitaux propres, solvabilité, liquidité	Total des capitaux propres	Ratio common equity (à pleine charge)	Ratio de couverture des liquidités	Ratio structurel de liquidité à long terme
	18,5 milliards d'euros	15.9%	139%	137%

À fin mars 2018, le total des capitaux propres s'élevait à 18,5 milliards d'euros (17,1 milliards d'euros de capitaux propres des actionnaires de la société mère et 1,4 milliard d'euros d'instruments additionnels Tier-1), soit 0,5 milliard d'euros de plus qu'au début de l'année à périmètre constant (c.-à-d. après prise en compte de l'impact de la première application de la norme IFRS 9, qui a donné lieu à une baisse de 0,7 milliard d'euros). L'augmentation de 0,5 milliard d'euros « à périmètre constant » enregistrée au premier trimestre de l'année résulte de l'inclusion du bénéfice pour cette période (+0,6 milliard d'euros), de l'évolution des différentes réserves de réévaluation (-0,1 milliard d'euros au total) et d'un certain nombre d'éléments mineurs. Nous vous renvoyons à cet égard à la section « Consolidated financial statements » du rapport trimestriel (sous « Consolidated statement of changes in equity »).

* Ce communiqué contient des informations soumises à la réglementation sur la transparence des entreprises cotées en Bourse.



Au 31 mars 2018, notre ratio common equity à pleine charge (Bâle III, selon le compromis danois) s'établissait à un solide niveau de 15,9%, contre 16,3% trois mois plus tôt, une différence qui s'explique principalement par l'impact de la première application de la norme IFRS 9 (-41 pb). Le ratio de levier financier (« leverage ratio », Bâle III, à pleine charge) s'est inscrit à 5,7%. Au 31 mars 2018, KBC Assurances affichait un solide ratio de solvabilité de 218% en vertu du cadre réglementaire Solvabilité II. Notre liquidité s'est également maintenue à un excellent niveau, avec un ratio LCR de 139% et un ratio NSFR de 137% à la fin du mois de mars 2018.

Déclaration relative aux risques, opinions économiques et prévisions

Déclaration relative aux risques : nos activités étant principalement axées sur la banque, l'assurance et la gestion d'actifs, nous nous exposons à certains risques typiques pour ces domaines financiers tels que, mais sans s'y limiter, les risques de défaut de crédit, les risques de contrepartie, le risque de concentration, les fluctuations des taux d'intérêt, les risques de change, les risques de marché, les risques de liquidité et de financement, les risques d'assurance, l'évolution de la réglementation, les risques opérationnels, les litiges avec les clients, la concurrence d'autres acteurs et de nouveaux opérateurs ainsi que les risques économiques en général. Bien que surveillés de près et gérés dans le cadre strict de règles de gouvernance et de limites, ces risques peuvent avoir une incidence négative sur la valeur des actifs ou occasionner des charges supplémentaires excédant les prévisions.

À l'heure actuelle, nous estimons qu'un certain nombre d'éléments constituent le principal défi pour le secteur financier en général. Par conséquent, ils nous affectent également. L'incertitude en matière de réglementation reste un thème dominant dans le secteur (même si l'accord Bâle IV de décembre a quelque peu clarifié les exigences de capital futures), tout comme le renforcement de la protection du consommateur. L'environnement de taux bas reste lui aussi un défi persistant, combiné à l'augmentation du risque de bulles financières. Le secteur financier est par ailleurs confronté aux risques systémiques potentiels découlant des évolutions politiques et financières, telles que le Brexit ou les mesures protectionnistes aux États-Unis, qui auront un impact certain sur l'économie européenne. La technologie financière constitue un défi supplémentaire pour le modèle d'entreprise des institutions financières traditionnelles. Enfin, les cyber-risques sont devenus l'une des principales menaces ces dernières années, pas uniquement pour le secteur financier, mais pour l'ensemble de l'économie.

Les données relatives à la gestion des risques sont reproduites dans nos rapports annuels, les rapports trimestriels et les Risk Reports, tous disponibles sur le site www.kbc.com.

Notre opinion sur les taux d'intérêt et les taux de change : nous pensons que la BCE poursuivra son programme d'assouplissement quantitatif jusqu'à septembre 2018 au moins. Celui-ci sera ensuite progressivement démantelé (« tapering »). La BCE attendra selon nous 2019 avant de relever ses taux. Du côté de la Fed, nous anticipons deux relèvements de taux supplémentaires en 2018 (pour un total de trois sur l'année), de 25 pb dans chaque cas. Aussi le billet vert devrait-il être soutenu par les taux d'intérêt à court terme et s'apprécier face à la monnaie unique européenne à court terme. L'euro reprendra toutefois son ascension à compter de mi-2018. Compte tenu de l'environnement de faible inflation et de la politique monétaire toujours très accommodante de la BCE, les rendements des obligations allemandes d'échéance longue ne devraient augmenter que légèrement pendant la période à venir. À l'inverse du ton accommodant de la BCE, la Banque nationale tchèque a déjà commencé à resserrer sa politique monétaire et devrait poursuivre sur cette voie en 2018 compte tenu de la croissance et de l'inflation observées dans le pays. Nous prévoyons une hausse de taux supplémentaire pour cette année en République tchèque, qui devrait porter le taux repo à 1,00% fin 2018. Dans ce contexte, la couronne tchèque devrait légèrement s'apprécier à 25 CZK pour 1 EUR d'ici la fin de l'année.

Notre opinion sur la croissance économique : l'environnement économique en Europe demeure porteur, avec une croissance solide et une inflation basse. Les développements favorables du marché du travail et la demande intérieure restent les moteurs de la croissance. Cela dit, l'accélération de la croissance pourrait s'essouffler dès lors que les indicateurs de confiance ont dévié de leurs sommets récents. Le risque d'une poursuite de la démondialisation économique, conjugué à l'escalade des conflits commerciaux et des tensions géopolitiques, pourrait accroître les incertitudes et donc influencer davantage le sentiment économique et la croissance.

Prévisions pour le reste de l'année 2018

- Rendements robustes pour l'ensemble des divisions
- S'agissant de l'Irlande, nos prévisions concernant les réductions de valeur sur crédits pour l'exercice complet 2018 tablent sur une libération de provisions nette à hauteur de 100-150 millions d'euros.
- En ce qui concerne la Belgique, la réforme de l'impôt sur les revenus devrait avoir un impact positif récurrent sur les résultats. L'impact négatif anticipé comptabilisé au dernier trimestre 2017 devrait être entièrement récupéré d'ici 3 ans environ.



Annexe

Nouveau calcul pro-forma des chiffres de référence pour les principales lignes de revenus, Groupe KBC (en millions EUR, chiffres non audités)	1TR2018	4TR2017	3TR2017	2TR2017	1TR2017
Revenus nets d'intérêts	1 125	1 029	1 039	1 028	1 025
+ intérêts courus sur dérivés de change		+108	+75	+66	+56
= chiffre de référence pro-forma (utilisé dans notre analyse des résultats)		=1 137	=1 114	=1 094	=1 081
Résultat net des instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat	96	235	182	249	191
- intérêts courus sur dérivés de change		-108	-75	-66	-56
- revenus issus du réseau		-26	-25	-24	-24
+ résultat sur instruments de capitaux propres (« approche par superposition »)		+17	+12	+21	+19
= chiffre de référence pro-forma (utilisé dans notre analyse des résultats)		=118	=94	=180	=130
Revenus nets de commissions	450	430	408	430	439
+ revenus issus du réseau		+26	+25	+24	+24
= chiffre de référence pro-forma (utilisé dans notre analyse des résultats)		=456	=433	=454	=463

Intérêts courus sur dérivés de change : élément déplacé des « instruments financiers à la juste valeur » aux « revenus nets d'intérêts » (conformément à la transition vers IFRS 9).
Revenus issus du réseau (revenus découlant des marges générées sur les transactions de change effectuées par le réseau pour les clients) : élément déplacé des « instruments financiers à la juste valeur » aux « revenus nets de commissions ».

Résultat sur instruments de capitaux propres : conformément à l'« approche par superposition » en vertu de la norme IFRS 9, les plus/moins-values réalisées et les réductions de valeur sur actions anciennement disponibles à la vente dans le portefeuille d'assurance sont déplacées du « résultat net sur actifs disponibles à la vente » et des « réductions de valeur sur actifs disponibles à la vente » aux « instruments financiers à la juste valeur ». Veuillez noter qu'en vertu de la norme IFRS 9, les plus/moins-values réalisées et non réalisées sur actions anciennement disponibles à la vente dans le portefeuille bancaire sont comptabilisées à la section « Autres éléments du résultat global » (et sont donc éliminées du résultat net).

Pour tout complément d'information, veuillez contacter :

Kurt De Baenst, General manager Investor Relations, KBC Groupe
Tél +32 2 429 35 73 - E-mail: kurt.debaenst@kbc.be

Viviane Huybrecht, Directeur Communication Corporate / Porte-parole KBC Groupe
Tél +32 2 429 85 45 - E-Mail: pressofficekbc@kbc.be

KBC Groupe SA

Avenue du Port 2 – 1080 Bruxelles
Viviane Huybrecht
Directeur Communication Corporate/
Porte-parole
Tél. 02 429 85 45

Service presse
Tél. 02 429 65 01 Stef Leunens
Tél. 02 429 29 15 Ilse De Muyer

E-mail : pressofficekbc@kbc.be

Vérifiez [ici](#) l'authenticité de ce document

Les communiqués de presse de KBC sont disponibles sur www.kbc.com

Suivez-nous sur www.twitter.com/kbc_group

Vous pouvez rester au courant de nos solutions innovantes sur [le site](#).